

Index AI: AFR 20/02/98f
17 mars 1998

TCHAD: LES MASSACRES DE POPULATIONS CIVILES DOIVENT CESSER IMMÉDIATEMENT

Des dizaines de civils ont été exécutés de manière sommaire depuis le début du mois de mars par les forces de sécurité tchadiennes dans les deux préfectures du Logone, au sud du pays.

“Le 14 mars, des militaires tchadiens ont investi le village de Talade, ils ont ligoté vingt-cinq personnes et les ont froidement abattues,” affirme Amnesty International, qui a reçu des informations sur une dizaine d’autres massacres qui ont fait, en tout, au moins une centaine de victimes depuis le début du mois de mars.

Ces exécutions extrajudiciaires semblent avoir été décidées en représailles à la suite d’exactions menées par les Forces armées pour la République fédérale (FARF), un groupe d’opposition armée, responsable depuis de nombreuses années d’homicides délibérés et arbitraires et de prises d’otages dont ont été notamment victimes des civils.

“Nous sommes en face d’une escalade très préoccupante,” affirme Amnesty International. “Les chefs traditionnels de nombreux villages des deux Logones sont particulièrement visés par les militaires tchadiens qui les tiennent collectivement responsables des exactions commises par les membres de l’opposition armée.”

Le 11 mars, le chef du canton de Goré (Logone occidentale), Gaston Mbainabeye a été abattu avec une dizaine d’autres chefs de villages environnants. Ces personnes avaient été convoquées par le sous-préfet de Benoye pour traiter officiellement de questions fiscales. Au lieu d’être reçues par des autorités civiles, ces chefs de villages ont été arrêtés par les forces de sécurité et fusillés au bord du fleuve Logone. Il semble que ces responsables locaux ont été tués uniquement parce que la présence de membres de l’opposition armée avait été signalée dans les alentours.

Sous prétexte de rétablissement de l’ordre, les forces de sécurité tchadiennes semblent décidées à semer la terreur dans cette région en tendant de véritables pièges à des civils sans défense.

Amnesty International appelle les autorités tchadiennes à mettre immédiatement un terme à cette vague d’assassinats de civils, pris en étau dans un conflit militaire dont ils sont les principales victimes. L’organisation demande qu’une enquête indépendante et impartiale soit ouverte sur ces faits et que les responsables de ces atteintes aux droits de l’homme soient traduits en justice.

FIN.../